

## Grâce à sa position géographique, sa valorisation économique et ses conditions de sécurité, le Maroc pourrait devenir en 2040-2050 pivot régional reliant les flux Nord-Sud, Sud-Sud et Est-Ouest.

Rachid el Houdaigui, Policy Center For The New South, Rabat.

# LE MAROC, LE PARI DU PIVOT GÉOÉCONOMIQUE RÉGIONAL

La politique étrangère du Maroc traverse une transition structurelle, sous l'effet de la polycrise mondiale, de la diversification de ses partenariats et de l'affirmation de nouveaux choix stratégiques. La centralité accordée aux notions de « hub », de « plateforme » ou de « corridor » traduit un glissement sémantique et fonctionnel dans le narratif national, accordant une priorité majeure aux considérations géoéconomiques, tout en maintenant les fondements géopolitiques et sécuritaires de l'intérêt national. Il s'agit ainsi d'une évolution structurelle, marquant le passage d'une politique étrangère de consolidation souveraine interne (1958-1999) (R. El Houdaigui, 2003) à une politique étrangère d'intégration et de projection géoéconomique (depuis 2000).

Au cœur de cette mutation structurelle se déploie une vision stratégique de long terme, visant à positionner le Maroc comme pivot géoéconomique régional reliant les flux Nord-Sud, Sud-Sud et Est-Ouest. Sa crédibilité tire sa substance de la pertinence de ses acquis institutionnels et relationnels progressivement accumulés. Le maintien de cette trajectoire dépend toutefois de la capacité de l'État à en préserver la cohérence face à la volatilité des défis et la complexité des enjeux internationaux.

### LA LOGIQUE STRATÉGIQUE DU MAROC COMME PIVOT

Le contexte mondial offre, en effet, une fenêtre d'opportunité systémique favorable à des pays comme le Maroc. La mondialisation et la politique internatio-

nale connaissent une phase de recomposition des chaînes de valeur et des alliances sous l'effet des rivalités géopolitiques, de la compétition économique, de la sécurisation des corridors, du contrôle des ressources énergétiques et critiques (CNUCED, 2023 ; OMC, 2025). L'ordonnement des échanges s'en trouve, de notre point de vue, redessiné progressivement autour de trois pôles aux approches concurrentielles : le *de-risking* radical et le *friendshoring* américain ; l'autonomie stratégique et le *nearshoring* européen ; le *nearshoring* indirect chinois à travers la délocalisation dans le voisinage des marchés occidentaux. Ces tendances majeures renforcent les espaces intermédiaires, les carrefours des flux, dans lesquels le Maroc est habilité à jouer un rôle d'interface stratégique entre blocs concurrents, selon une dynamique comparable à celle de la Turquie ou du Mexique. Si cette ambition n'est pas encore formalisée de manière explicite dans un document officiel unique, la convergence du récit diplomatique, des orientations stratégiques et des choix des politiques publiques traduit une dynamique assumée vers cette fonction de pivot. La reconnaissance externe par des acteurs internationaux vient conforter cette trajectoire et lui confère une portée systémique.

La configuration géoéconomique du Maroc demeure cependant fortement verticale, en raison de son interdépendance historique avec l'Europe et les États-Unis. L'Europe est son premier partenaire commercial (62 % du commerce extérieur), structurant largement les flux d'investissement et humains, ainsi que son in-



Présentation du « Conseil de paix » pour Gaza, impulsé par les États-Unis afin de gérer la situation dans la bande de Gaza après le cessez-le-feu conclu entre le Hamas et Israël. Parmi les pays participants figure le Maroc. Davos, le 22 janvier 2026./CHIP SOMODEVILLA/GETTY IMAGES

sersion dans les chaînes de valeur industrielles. En parallèle, les États-Unis s'imposent comme le partenaire stratégique et sécuritaire majeur, position renforcée par la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara en 2020, laquelle a ouvert de nouvelles perspectives intégrant le Maroc comme « un hub régional d'affaires et industriel » (Département d'État américain, 2025). Ces relations consolidées créent néanmoins de nouvelles formes de dépendance normative, technologique et capitaliste à l'égard de l'Europe et des États-Unis, qui ne sont pas exemptes de risques sur les flux des échanges. Par effet cumulatif, les tensions géopolitiques avec l'Algérie et la paralysie de l'Union du Maghreb arabe privent le Maroc d'un *hinterland* régional et réduisent la possibilité de toute intégration horizontale. Elles prolongent et renforcent ainsi son insertion verticale dans les flux mondiaux.

L'équation stratégique que le Maroc s'efforce de résoudre depuis pratiquement le début des années 2000 consiste à contenir sa dépendance structurelle et à compenser l'absence d'intégration régionale par une dynamique de diversification vers le Sud global. Concrètement, l'intégration africaine (i.e. Zone de libre-échange continentale africaine, ZLECAF) et le développement des partenariats avec la Chine et les grandes puissances émergentes permettent d'atténuer ces contraintes au profit d'une ouverture plus horizontale, aboutissant à la

configuration progressive du statut de pivot régional. Si ce schéma constitue moins une rupture avec les cadres existants, notamment l'espace euro-méditerranéen – lequel est au demeurant renforcé par le nouveau Pacte pour la Méditerranée –, qu'une inflexion, il requiert néanmoins une maîtrise fine des équilibres et un effort d'adaptation du dispositif diplomatique.

À la lumière de ces évolutions, se dessine une double stratégie d'agrégation, consistant, d'une part, à fédérer des partenariats hétérogènes et, d'autre part, à intégrer les dispositifs de connectivité nationaux aux mécanismes régionaux et internationaux. Plutôt que de subir des logiques d'alignement et d'interdépendance exclusives, cette approche permet d'articuler simultanément l'ancrage normatif et géoéconomique européen, la reconnaissance stratégique américaine, la diversification structurelle de l'offre chinoise et la dynamique structurante de l'intégration africaine. Sa flexibilité permet de préserver les marges de manœuvre de la politique extérieure du Maroc, tout en poursuivant son objectif de triangulation des flux stratégiques, diplomatiques et économiques complémentaires entre l'Union européenne et l'Afrique, entre la Chine, les États-Unis et l'Europe et entre différents États de l'Afrique atlantique.

Cette capacité de triangulation constitue le cœur de la trajectoire du pivot géoéconomique régional. Elle témoigne également d'une orientation dépourvue de toute prétention de domination ou d'hégémonie régionale. Elle traduit au contraire une fonction d'intermédiation stratégique. La vision doit dès lors être appréhendée comme une réponse aux besoins de la modernisation socio-économique du Maroc et comme un effort d'adaptation à une multipolarité fondée sur l'utilité fonctionnelle des acteurs étatiques.

## La mobilisation des pays du Golfe, à travers des mécanismes de financement bilatéraux ou triangulaires, consolide le rôle du Maroc comme interface structurant vers l'Afrique subsaharienne

### LES PILIERS D'UN PIVOT RÉGIONAL EN CONSTRUCTION

L'évolution de la position du Maroc met en lumière une ligne de conduite évolutive visant à transformer la rente géographique en position géoéconomique attractive afro-atlantique et euro-méditerranéenne. Si la diplomatie assure la connectivité institutionnelle et normative à l'échelle internationale, la mise en valeur économique et compétitive du territoire national constitue le mécanisme par lequel la rente géographique se mue en levier géoéconomique. Ces deux dynamiques complémentaires convergent vers l'objectif de faire du Maroc un pivot régional central, où la sur-verticalité Nord-Sud serait atténuée par un partenariat Sud-Sud qui, bien que confronté aux incertitudes propres au temps long, repose néanmoins sur des paramètres d'action structurelle.

La capacité d'action du Maroc est adossée à sa position géographique exceptionnelle, située à l'interface de trois espaces ressources stratégiques : l'Europe, l'Afrique et l'Atlantique. Qui plus est, valorisée par un narratif diplomatique utilisant les figures du « pont », du « hub », du « pays-carrefour », d'« interface » ou encore de « trait d'union ». De ce fait, le discours agit comme un levier de compétitivité, à travers la promotion de l'utilité du Maroc pour la sécurité des approvisionnements et la résilience des chaînes de valeur. Il tire sa force et sa crédibilité de la valorisation acquise du territoire national via d'abord des infrastructures opérationnelles, à l'instar du port Tanger Med (2007), de la stratégie de diversification industrielle amorcée dès 2005, de la plateforme financière panafricaine « Casablanca Finance City » (2010), des connexions régionales existantes, notamment les réseaux électriques avec l'Espagne et l'insertion effective du Maroc dans les chaînes de valeur automobile et aéronautique euro-méditerranéennes. Cette dynamique se renforcera par la mise en service des ports de Nador West Med et Dakhla Atlantique, respectivement en 2026 et 2028, couplée aux retombées de la Stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2030, de la Feuille de route de l'hydrogène vert à l'horizon 2050 et de la stratégie de développement numérique « Digital Morocco 2030 ». Enfin, le projet de gazoduc africain atlantique (Nigéria-Maroc) viendra consolider le corridor de sécurité et de développement afro-atlantique.

Si la position géographique et sa valorisation économique fournissent les atouts et les contraintes des

ambitions géoéconomiques du Maroc, la connectivité institutionnelle et normative à l'échelle internationale permet de les encadrer, de les sécuriser, voire de les transformer en leviers d'avantages comparatifs. Dans ce sens, le ministre marocain de l'Industrie et du Commerce a indiqué que « 77 % des échanges commerciaux du Maroc sont effectués avec des pays ayant conclu des accords de libre-échange avec le Royaume » (MAP, 2023). L'Accord d'association avec l'Union européenne (1996) et le Statut avancé (2008) renforcent la convergence réglementaire. L'Accord de libre-échange avec les États-Unis (2004) et l'engagement dans l'initiative chinoise « Ceinture et Route » (2017) offrent au Maroc des opportunités d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. L'adhésion à la ZLECAF (2018) et l'initiative atlantique marocaine (2023), destinée à intégrer les pays enclavés du Sahel aux flux atlantiques, consolident l'ancrage africain de l'économie nationale. Les accords bilatéraux, notamment l'Accord de libre-échange avec la Turquie (2004), ou encore les partenariats avec l'Inde, le Brésil, la Russie renforcent la sécurité juridique et l'attractivité économique du Royaume. Par ailleurs, la mobilisation des pays du Golfe, à travers des mécanismes de financement bilatéraux ou triangulaires, consolide le rôle du Maroc comme interface structurant vers l'Afrique subsaharienne.

Le statut de pivot ne saurait par ailleurs être effectif sans le pilier sécuritaire, dans une région confrontée à des besoins élevés en matière de sûreté et de sécurité maritime. Le Maroc s'est progressivement mu en acteur producteur et exportateur de sécurité dans les espaces « gibraltarien », afro-atlantique et ouest-méditerranéen, à travers quatre leviers d'action complémentaires. La première relève de la coopération militaire multilatérale, notamment dans le cadre du Dialogue méditerranéen de l'OTAN, de l'initiative 5+5 Défense et des relations euro-méditerranéennes. La deuxième concerne la participation à des exercices militaires conjoints, principalement African Lion, Flintlock et Eager Lion. La troisième actionne la gestion des menaces transnationales via l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et les patrouilles mixtes avec l'Espagne et le Centre de surveillance du trafic maritime (CSTM) dans le détroit de Gibraltar. Enfin, le quatrième levier porte sur la coopération sécuritaire africaine, qui s'illustre notamment par le pilotage du Centre de coordination du sauvetage maritime (Maritime Rescue Coordination Center, MRCC), responsable de la zone nationale et régionale (Nord et Ouest de l'Afrique), ainsi que l'initiative marocaine de créer et de diriger le Centre africain de coopération policière (CACP) de Salé.

Si ces piliers attestent de la solidité progressive du projet de pivot, la question de sa résilience à long terme, de sa durabilité et de sa stabilisation reste centrale.

### STABILISER LE PIVOT RÉGIONAL FACE AUX DÉFIS STRUCTURELS

La consolidation et la crédibilité du rôle de pivot dépendent de la capacité des pouvoirs publics à agir comme réducteur des effets de trois défis majeurs.

## Le projet du Maroc de devenir un pivot régional est conditionné par l'effectivité d'un développement territorial national inclusif. Aujourd'hui, trois régions concentrent environ 60 % des IDE et 45 % de la population, marquant des disparités territoriales et sociales fortes

Le projet du Maroc de devenir un pivot régional est conditionné par l'effectivité d'un développement territorial national inclusif. Aujourd'hui, trois régions concentrent environ 60 % des IDE et 45 % de la population, marquant, à ce niveau et au-delà, des disparités territoriales et sociales fortes (rapport annuel 2024 du CESE). Dans ce contexte, la projection géoéconomique marocaine doit pouvoir se concrétiser sous certaines conditions. Cela passe par la mise en place d'une stratégie, portée par un positionnement axé sur l'inclusion socio-économique, au profit des populations et des territoires. L'ambition de devenir un *hub* fondé sur la connectivité internationale et l'attractivité des IDE est à elle seule insuffisante pour atteindre l'objectif attendu. L'ancrage de l'ensemble des régions du pays au développement par l'intégration du tissu productif est un impératif, source d'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales et citadines. De sorte que l'approche stratégique doit être fondée sur l'alignement à la fois de l'ambition nationale et de la transformation du tissu productif, facteur de cohésion sociale. La concrétisation du projet de pivot régional reste donc tributaire de la considération et de l'effectivité de cet alignement.

La stabilité régionale constitue une condition préalable à la sécurisation des flux ainsi qu'à l'attractivité des investissements. Or, la rupture stratégique avec l'Algérie, combinée à une instabilité croissante du Sahel, exerce une pression sécuritaire sur le Maroc et sur la cadence de son projet géoéconomique, au point de concentrer les ressources financières et politiques sur les priorités sécuritaires et militaires, au détriment des ambitions d'infrastructure et de connectivité. Pour autant, cette réalité ne constitue pas un verrou structurel, mais plutôt une sorte de nuisance stratégique contenue, du reste, par la dissuasion stratégique et diplomatique. Rabat dispose en effet de ressources suffisantes et de marges de manœuvre conséquentes qui lui permettent de sécuriser la mise en place progressive de son projet de pivot régional. Au demeurant, il n'est pas contradictoire d'affirmer que la normalisation des relations algéro-marocaines et la relance de l'intégration régionale horizontale sont porteuses de cohérence, dès lors que l'approche marocaine est moins exclusive et profondément attachée à l'idéal maghrébin. À cet égard, le roi Mohammed VI a rappelé l'attachement du Maroc à « la relance de l'Union du Maghreb, sur la base du respect mutuel, de la coopération et de la complémentarité entre ses cinq États membres » (31 octobre 2025). Cependant, dans une logique de *realpolitik*, le consensus stratégique autour du partage politique du leadership est la condition *sine qua non* de la stabilité régionale.

Il est probable que l'engagement déterminé de la diplomatie américaine crée les conditions favorables au dialogue, à la faveur de la médiation américaine et de son engagement dans le processus de résolution de la question du Sahara, fondé sur l'autonomie.

Enfin, des relations historiques avec les occidentaux et nouvellement structurées avec la Chine surgissent certaines imprévisibilités. La prolifération normative européenne transforme l'accès au marché en conditionnalité réglementaire, exigeant des partenaires un effort d'adaptation instantané et permanent. Les relations avec les États-Unis, bien que prioritaires pour le Maroc, créent, par ricochet, une asymétrie politique accrue, renforçant les capacités américaines à exercer un levier économique, normatif et sécuritaire. L'offre chinoise de diversification géoéconomique, aussi opportune soit-elle, comporte le risque pour le Maroc d'être perçu comme une plateforme grise et, par voie de conséquences, comme une variable d'ajustement de la dualité commerciale mondiale. Chemin faisant, la polarisation sino-américaine, sous l'effet de mesures et de contre-mesures, génère une incertitude structurelle qui fragilise la prévisibilité des échanges et augmente le risque de fragmentation des chaînes de valeur.

Par ailleurs, les leçons tirées des tensions survenues avec l'UE et des périodes de refroidissement des relations maroco-américaines, ainsi que de la trajectoire complexe de certaines négociations sino-marocaines, mettent en évidence l'importance de l'agilité diplomatique et de la sécurité juridique pour la résilience stratégique. L'agilité consisterait à tenir à distance les risques liés à ces contraintes tout en laissant entrer les opportunités favorables à la consolidation du statut de pivot régional. Mais sans garantie juridique, la frontière entre contraintes et opportunités demeure floue et incertaine. Cette question s'est d'ailleurs invitée dans les discussions de la 15<sup>ème</sup> session du Conseil d'association entre le Maroc et l'UE (29 janvier 2026).

### CONCLUSION

Le pivot géoéconomique régional n'est ni du *storytelling* ni une mode diplomatique, mais une stratégie de survie d'État sans aucune prétention de domination régionale. Si les tendances actuelles se confirment et que les équilibres stratégiques sont préservés, l'horizon de consolidation du statut de pivot marocain peut être raisonnablement situé à l'orée de la décennie 2040-2050, coïncidant avec la maturité opérationnelle des grands projets infrastructurels et énergétiques en cours de réalisation./